

LA DIGNITÉ



EXIGEONS LA DIGNITÉ



EXIGEONS LA DIGNITÉ



« CHANGER CE SCÉNARIO FATAL »

EXIGEONS LA DIGNITÉ POUR LES FAVELAS BRÉSILIENNES

ÊTRE À L'ABRI DE LA VIOLENCE,
C'EST UN DROIT HUMAIN

AMNESTY
INTERNATIONAL





« Une semaine de fusillade signifie une, voire deux semaines sans travail. L'approvisionnement en électricité et en eau est parfois coupé. On ne sait jamais quand les coups de feu vont commencer [...] On ne sait pas où s'enfuir. Ici, le seul endroit sûr, ce sont les toilettes [...] Pourquoi devrions-nous supporter ça ? »

María Lúcia Almedia, Complexo do Alemão, avril 2008

Le 27 juin 2007, 1 350 policiers ont lancé une « méga-opération » contre les groupes de narcotrafiquants installés dans les favelas (bidonvilles) qui forment le Complexo do Alemão, dans le nord de Rio de Janeiro. Les autorités se sont vantées du succès de l'opération, affirmant que 19 trafiquants de stupéfiants présumés avaient été tués et que la police avait saisi 13 armes à feu et quelques kilogrammes de drogue. Cette opération a été le point culminant d'une série de descentes de police effectuées dans les mois qui ont précédé les jeux Panaméricains de 2007.

Aujourd'hui, les groupes de narcotrafiquants contrôlent toujours les vies de plus de 180 000 habitants du Complexo do Alemão. Un très grand nombre de femmes et d'enfants sont exposés à un risque de traumatisme psychologique extrême en raison des fusillades prolongées. Des habitations et des locaux commerciaux ont été détruits. Des écoles et des crèches ont été fermées pendant de longues périodes. Parallèlement, les populations ont été privées d'eau, d'électricité et de ramassage des ordures. Les habitants du Complexo do Alemão, une fois de plus abandonnés par l'État, resteront marqués par ces événements pendant plusieurs années.

Dans des milliers de favelas à travers le Brésil, des populations entières sont prises au piège de la pauvreté et exclues de toute une série de services. Des années de négligence de la part de l'État ont créé un vide, que des groupes de criminels ont comblé. Ces gangs ont actuellement la mainmise sur la vie quotidienne de nombreuses personnes : ils imposent des couvre-feux, infligent des amendes et des châtiments, et décident qui obtiendra du travail ou un logement, bénéficiera de soins médicaux ou d'une éducation, et qui n'y aura pas droit.

L'émergence de milícias – groupes privés chargés du maintien de l'ordre, composés de

« Nous sommes arrivés à un point où nous devons appeler à l'aide. Nous ne pouvons pas supporter de perdre encore des amis, des proches et des enfants à cause de la violence armée. Il est urgent de changer ce scénario fatal. »

Hércules Mendes, président de l'association de résidents Caracol, Complexo de Penha, Rio de Janeiro, mars 2007

policiers (en dehors de leur service), de gardiens de prison, d'anciens militaires et de pompiers – au sein de populations parmi les plus pauvres de Rio de Janeiro a aggravé l'insécurité et la violence, qui atteignaient déjà des niveaux inacceptables. Dans ces quartiers délaissés par l'État, les milícias défient les gangs de narcotrafiquants pour obtenir le contrôle. Une enquête parlementaire de 2008 sur le rôle de ces groupes a mis au jour des actes de racket, des fraudes électorales et les liens étroits entre des policiers corrompus et des personnalités politiques d'envergure étatique ou municipale.

Les autorités fédérales et étatiques ont admis que les pratiques en matière de sécurité publique devaient être réformées. Cependant, malgré des preuves accablantes indiquant que les opérations violentes de maintien de l'ordre ne sont pas efficaces pour assurer la sécurité, les promesses de réforme ont rapidement cédé devant les demandes du public, qui exigeait un renforcement des mesures de sécurité. Les gouvernements de certains États continuent à encourager des opérations de maintien de l'ordre de plus en plus répressives et violentes, qui mettent en danger les personnes se trouvant sur les lieux et

enracinent la violence, l'isolement et le dénuement. Les descentes de policiers lourdement armés dans ces quartiers sont coûteuses en termes de vies humaines et contre-productives. Dès le départ de la police, les groupes de narcotrafiquants sont libres de réaffirmer leur mainmise.

De nombreuses familles de victimes des fusillades, qui luttaient déjà pour survivre, s'enfoncent encore davantage dans la pauvreté parce que le fils ou le père dont elles dépendaient a été blessé ou tué. Lors des entretiens avec des représentants d'Amnesty International, les femmes dont des proches avaient été tués au cours d'opérations de police insistaient nettement sur le fait que la personne défunte était un « travailleur » ou un « étudiant » et non un criminel. Elles s'opposent à l'indifférence et à la discrimination de la part d'une grande majorité

La population de São Paulo a connu une explosion dans les années 1960 et 1970, le développement industriel attirant des migrants d'autres régions du pays. En raison de l'absence de planification et de dispositifs d'accueil pour ces personnes, la ville continue à subir une crise du logement. Près de la moitié de la population vit de manière précaire dans des favelas situées en périphérie, dans des immeubles ou des squats. Selon le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à un logement convenable, à São Paulo, quelque 100 000 personnes sont contraintes de dormir dans la rue toutes les nuits.

Dans ce contexte, l'occupation entre 2002 et 2007 de l'immeuble de Prestes Maia (qui était resté vide pendant plus de dix ans) est devenu un symbole des revendications des familles sans abri et des ONG qui tentent de faire pression sur les autorités afin qu'elles prennent des mesures.

Couverture : Un couple et leur bébé quittent leur maison tandis qu'un policier militaire avance prudemment dans la ruelle, au cours d'une importante opération de police à Rocinha (Rio de Janeiro) en 2005. Rocinha est l'une des plus grandes favelas du Brésil.



« Là-bas, dans la partie riche de la ville, c'est différent. Ils pensent que la police est vraiment obligée d'investir les lieux, vraiment obligée de tuer, vraiment obligée d'éliminer tout ce qui se passe ici. Ils ne comprennent absolument pas qu'il s'agit de personnes qui travaillent et d'enfants qui vont à l'école. »

Lúcia Cabral, Complexo do Alemão, avril 2008

de la société brésilienne, qui considère toutes les personnes vivant dans les favelas comme des criminels, uniquement en raison de l'endroit où elles vivent. C'est ce préjugé bien ancré qui assure l'impunité aux policiers responsables d'atteintes aux droits humains et empêche les populations d'échapper au cycle de la violence et du dénuement.

Un ensemble de facteurs maintient les habitants des favelas dans une situation d'exclusion.

Les conditions de logement dans ces quartiers constituent probablement le réquisitoire le plus visible et le plus accablant contre l'État, qui n'assume pas ses responsabilités envers ces populations. Les logements sont médiocres, insuffisants et précaires. Même lorsque de nouvelles habitations sont construites, elles sont souvent de mauvaise

qualité et dépourvues de services adaptés, ce qui démontre à quel point on fait peu de cas des personnes qui doivent y vivre.

Les professionnels de la santé hésitent souvent à se rendre dans ces quartiers, par peur ou par préjugé, ce qui restreint l'accès des habitants aux services essentiels. Par conséquent, les soins prénataux et le suivi des grossesses sont extrêmement limités. Les femmes appartenant à des populations socialement exclues, en particulier celles d'origine afro-brésilienne, sont exposées à un risque plus élevé de décès lors de l'accouchement.

L'accès à l'éducation est un élément clé pour aider les populations à sortir de la pauvreté. Cependant, une étude de l'UNESCO a montré que les écoles brésiennes étaient le théâtre d'une violence extrême. Par ailleurs, dans les

rues, les dangers qui guettent les enfants des favelas sont effrayants. Des groupes de narcotrafiquants utiliseraient des enfants comme *aviãozinhos* (messagers) et commenceraient ainsi à les familiariser avec la culture des gangs, dès l'âge de cinq ans. Dans ces quartiers, les garderies sont pratiquement inexistantes.

La réponse de l'État aux besoins des habitants des favelas révèle une discrimination bien ancrée. Les services et les mesures de sécurité mis en place ont été imposés sans consultation de la population, ce qui explique peut-être en partie pourquoi ils sont tellement inefficaces. De rares projets communautaires ont contribué à améliorer les conditions de sécurité et, par conséquent, à enrayer le cycle du dénuement et de la violence. Cependant, ces initiatives restent des exceptions. En matière de sécurité, la plupart des politiques



© Tatiana Cardeal

São Paulo, 2007. Ivaneti de Araujo, une responsable du MSTC, s'adresse à une assemblée de personnes occupant l'immeuble de Prestes Maia.

Malgré la menace constante d'expulsion, les familles de Prestes Maia ont formé une collectivité pleine de vie. En mettant en commun leurs modestes fonds, elles ont ouvert une crèche, une bibliothèque, un cinéma et organisé des événements artistiques.

Avec l'aide du Mouvement des sans-toit du centre de São Paulo (MSTC), les nouveaux habitants ont enlevé l'équivalent de 300 camions de déchets et nettoyé des parties de l'immeuble recouvertes d'un mètre d'ordures. Malgré les menaces et des obstacles apparemment insurmontables, l'occupation de Prestes Maia a été un extraordinaire succès. Grâce à cette occupation et à une intense mobilisation aux niveaux national et international, tous les habitants concernés s'étaient vu promettre un nouveau logement dans la ville.

« Il ne sert à rien d'investir uniquement dans la sécurité publique et de démanteler les structures si l'on ne met pas une école ou un dispensaire à la place. »

Rapporteur national chargé de l'éducation, octobre 2007

© Sadraque Santos/Imagens do Povo



publiques restent brutales et conflictuelles. Des millions de personnes vivent dans des quartiers défavorisés et leurs besoins ne sont pas pris en compte. Les responsables politiques n'entendent ni leurs craintes, ni leurs aspirations.

Des organisations dynamiques de défense des droits des personnes sans abri ou des habitants des bidonvilles continuent à exprimer ces besoins et ces revendications, ignorés depuis longtemps. Face à la négligence manifeste et à la violence omniprésente, ils réclament un approvisionnement en eau, des installations sanitaires, des structures médicales, des garderies et des services éducatifs suffisants, des logements satisfaisants et sûrs, ainsi que des mesures politiques permettant d'éradiquer la violence et la criminalité plutôt que de les perpétuer.

Des habitants du Complexo do Alemão se rassemblent, en octobre 2006, pour protester contre la violence policière et les violations des droits humains au cours d'opérations intrusives. Sur la banderole : « La police doit traiter la population du Complexo do Alemão respectueusement et équitablement, car les habitants des favelas payent aussi des impôts. »

Les preuves sont accablantes. Aucune stratégie fondée sur la criminalisation de populations entières ne peut garantir une sécurité durable. En revanche, un engagement actif auprès de ces personnes permettrait de protéger les droits humains, de rendre la justice et de préserver la dignité humaine. Amnesty International a appelé à maintes reprises les autorités fédérales et étatiques du Brésil à travailler avec les populations locales, et non contre elles, pour résoudre les problèmes de violence, de dénuement et d'exclusion dans les favelas.

AGISSEZ

Amnesty International exhorte les gouvernements à :

Veiller à ce que les personnes vivant dans des bidonvilles bénéficient d'un accès équitable au logement et aux services publics.

Les gouvernements doivent combattre la discrimination directe et indirecte à l'égard des personnes vivant dans des bidonvilles. Les lois et les dispositions ayant un effet discriminatoire doivent être réexaminées, modifiées ou abrogées. Les gouvernements doivent faire en sorte que toutes les populations bénéficient d'un accès équitable à l'eau, aux installations sanitaires, aux services de santé et à l'éducation, et que des objectifs clairs soient fixés pour la mise en œuvre de ces prestations. Des procédures et des politiques doivent être instaurées pour permettre aux habitants des bidonvilles de participer aux prises de décision ayant une influence sur leur vie, directement ou indirectement.

Introduire un système de maintien de l'ordre fondé sur les droits humains et veiller à ce que les habitants des bidonvilles participent activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de sécurité.

Les gouvernements doivent mettre en place des mécanismes d'enquête crédibles et efficaces pour traiter les plaintes portant sur les violences policières contre les populations défavorisées et exclues. Ils doivent élaborer des règlements et des codes de procédure garantissant que les opérations de maintien de l'ordre s'appuient sur les normes internationales relatives aux droits humains, en particulier le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, adoptés par les Nations unies. Les gouvernements doivent également veiller à la suppression des obstacles empêchant les habitants des bidonvilles de participer activement à la création de plans de sécurité publique complets pour la protection des droits humains.

DEMANDDIGNITY.AMNESTY.ORG

**ÊTRE À L'ABRI DE LA VIOLENCE,
C'EST UN DROIT HUMAIN**

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes dans plus de 150 pays et territoires qui luttent pour mettre fin aux atteintes graves aux droits humains.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de toute croyance religieuse.

ÉFAI
Mai 2009
Index : AMR 19/003/2009

Amnesty International
Secrétariat International
Peter Benenson House
1 Easton Street
Londres WC1X 0DW
Royaume-Uni

www.amnesty.org